

Les crédits

niveau de la création d'emploi. Nous avons été élus justement sur cette plate-forme. Le livre rouge fait mention de la création d'emplois.

En ce qui concerne le Québec, et en tant que député de cette province, je dis que de ce côté-ci de la Chambre nous ne regardons pas seulement le Québec, mais nous tenons compte de tout ce qui concerne le Canada et l'unité de ce pays. Si les membres de l'opposition veulent aider la création d'emplois, il faut qu'ils commencent à nous aider dans les programmes qui créent de l'emploi partout au Canada, et pas constamment se limiter à la discussion de la Constitution ou de la division de ce pays.

Nous n'avons pas changé notre discours en changeant de côté en Chambre. Nous sommes des fédéralistes convaincus. Nous avons quand même mis en priorité la création d'emplois et on continue à faire de la création d'emplois une de nos priorités.

Je voudrais que le député me dise comment il se fait qu'il y ait déjà un programme en place, mais que ce programme ne réponde pas aux besoins de ces entreprises québécoises et canadiennes.

M. Leroux (Shefford): Madame la Présidente, je voudrais remercier ma collègue pour ces propos qui me paraissent très honnêtes.

J'aimerais parler tout d'abord du programme d'infrastructures. C'est vrai que c'est un programme qui a été implanté par le gouvernement élu, et ce programme est très bien. Parce que, comme vous le savez, ce dont on a besoin actuellement au Canada c'est de la création d'emplois.

Ce programme va créer des emplois. Il y a cependant des conditions.

• (1705)

Il y a certaines petites municipalités dans mon comté et ailleurs qui ne répondent pas tout à fait aux exigences du programme et à cause de cela ont de la difficulté à obtenir un programme. C'est la première chose.

Deuxièmement, le programme d'infrastructures n'est pas un programme qui développera la haute technologie. L'avenir du Canada et du Québec, et cela me fait énormément plaisir de parler des deux ensemble, parce que le Bloc québécois est un parti souverainiste, nous aspirons à la souveraineté, mais pas de façon indépendante ou sauvage. Nous souhaitons maintenir des liens avec le reste du Canada. Vous savez, madame la Présidente, puisque vous êtes de ma province, du Québec, qu'il y aura toujours des liens privilégiés entre le Québec et le reste du Canada.

Cependant, le Québec est différent, tout le monde le sait. On le dit à tous les jours, on n'a qu'à entendre les gens à côté de nous, ils le disent, ils viennent d'autres parties du Canada. Nous sommes différents. Le jour où on va accepter ça, ce sera beaucoup plus facile de fonctionner. Ce qui est important quand on est le gouvernement, quand on a le pouvoir, parce que vous, libéraux, avez le pouvoir actuellement. Vous avez le pouvoir d'aller chercher dans le Canada, au Québec, les personnes les plus intelligentes, les plus compétentes et leur demander ce qu'il faut faire. Si le gouvernement ne sait pas quoi faire actuellement, il peut faire ça, il a le pouvoir de le faire.

Je pense que le problème de ce gouvernement, c'est qu'il a consulté beaucoup ici. Il a consulté beaucoup et il ne nous a pas présenté un menu législatif qui pouvait répondre à nos attentes. À propos du programme PPIMD, ce que je peux dire, c'est qu'actuellement c'est retardé, cela ne fonctionne pas, les fonds sont gelés. On a les fonds, il faut maintenant les investir aux bons endroits.

Je pense que si le gouvernement est sérieux, il doit prendre en considération la motion du Bloc québécois, aller de l'avant et agir.

M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester): Madame la Présidente, cela me fait rire de voir le député de Shefford paniquer et croire que cela va pour le pire au Québec. Ce serait pire au Québec si le gouvernement souverainiste allait bouder dans un coin et faire tout à son gré. Le député n'a pas fait entièrement son travail. Lorsqu'il a fait sa recherche, il a oublié de lire le Budget. S'il l'avait lu, il aurait vu que le gouvernement libéral élargira les critères du PPIMD pour inclure plus d'industries.

J'aimerais lui citer le président de la compagnie Paramax, Paul D. Manson, un ancien chef d'état-major des forces canadiennes qui dit, au sujet de Paramax: «Il y a maintenant près de deux ans, nous avons créé un groupe de travail chargé d'explorer des occasions d'affaires dans le secteur civil. Nous avons identifié quatre ou cinq secteurs très prometteurs. Nous avons aussi l'appui de notre société mère qui a majoré nos budgets de recherche et développement. Nous avons répondu à quelques appels d'offres et avant la fin de l'année, nous pourrions avoir de bons contrats».

Le député souverainiste, séparatiste, devrait plutôt essayer de créer une famille industrielle canadienne, pas nous bouder et essayer de nous quitter, mais créer quelque chose de constructif, de positif, créer des emplois interactifs à travers le Canada.

M. Leroux (Shefford): Madame la Présidente, j'ai écouté les propos de mon collègue et j'y ai relevé beaucoup de cynisme. Je pense que les gens des deux côtés de la Chambre seront d'accord avec moi que ce député, dans le passé, a eu une attitude plutôt nonchalante et cynique face à certaines choses. Je pense que ce qui peut arriver de mieux, et je suis en désaccord avec l'honorable député, ce qu'il peut arriver de mieux pour le Québec, c'est que le Québec enfin s'assume réellement.

• (1710)

De l'autre côté, on pourra citer toutes les lettres qu'on voudra, de tous les présidents de compagnie qu'on voudra, il y a une chose qui reste certaine, c'est qu'au Québec, il s'est perdu 11 000 emplois. Chacune de ces personnes qui ont perdu leur emploi n'a peut-être pas nécessairement écrit une lettre, mais la réalité est là; il s'est perdu 11 000 emplois. Ce que nous voulons, c'est que ce gouvernement qui a été élu pour créer des emplois mette ses culottes, se retrousse les manches et, enfin, agisse pour le bien de la population.

M. Francis G. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso): Madame la Présidente, j'ai grand plaisir à participer à ce débat, aujourd'hui, pour quelques minutes, surtout en tant que député du parti du gouvernement.

Depuis les élections d'octobre dernier, le gouvernement libéral a pris au sérieux les engagements que nous avons bien expliqués dans le livre rouge, et qui ont été présentés aux Cana-